

BURE

• Lettre N° 19
• NOVEMBRE 2004
• COLLECTIFS BURE-STOP DES OPPOSANTS
• À L'ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS RADIOACTIFS
• MEUSE - HAUTE-MARNE - VOSGES
• & MEURTHE-ET-MOSELLE
• COORDINATION NATIONALE DES COLLECTIFS

Site Internet : www.burestop.org - e-mail : burestop@free.fr



L'époque est à la simplification.
Faisons simple.

Le pays est en surcapacité de production d'électricité ? On lance la construction d'un 59e réacteur nucléaire (EPR) en Normandie pour la bagatelle de 3 milliards d'euros, risques de tous ordres et déchets sans solution non compris dans le prix.

On ne sait pas comment se débarrasser de ces fichus déchets nucléaires ? On anticipe. En faisant rapporter en juin dernier par la CNE -Commission nationale chargée d'évaluer les travaux de l'Andra- qu'on a trouvé le sous-sol adéquat à BURE, en faisant un bilan prévisionnel (!) qui donne le feu vert à l'enfouissement. En clair, l'Andra n'a pas commencé la moindre expérimentation ; qu'importe, ce qu'elle trouvera sera positif. Les parlementaires, en 2006, ne perdront pas trop de temps en discussions.

Ça commence à grogner du côté des petits élus meusiens et haut-marnais, acculés à une réalité inévitable mais pour le moins déplaisante ? On va faire mon-

ter les enchères, tout simplement, et on vendra 3 ou 4 fois plus cher plusieurs centaines d'hectares de sous-sol qu'on va condamner pour l'éternité.

Soyons simple, vraiment...

Il y a ceux qui avaient flairé le piège et tous ceux qui, leur nombre va croissant, le découvrent et s'opposent.

L'enfouissement n'est à ce jour qu'un projet dans les cartons de la loi Bataille. Alors allons-y, on peut le dire, nos départements ne sont pas à vendre, nulle part la terre ne doit être contaminée ; on arrête de marcher sur la tête et on pose le problème des déchets radioactifs dans le bon sens et au pays tout entier.

D'abord, on arrête d'en produire et après, on parlera des alternatives les moins pires, si il en existe, pour les gérer !

En attendant, à Bure et ailleurs, pas question, vraiment, pas question de laisser faire n'importe quoi !

"Pas de caractères rhédibitoires" à BURE, selon l'Andra ? Cela ne sera pas aussi simple !!!

ACTIONS À VENIR

**Information/tractage
20/21 novembre
Festival Montier-en-Der**

**Contre-colloque
européen, vendredi 26
novembre à Bar le Duc
à 9 & 17h : réactions
à 20h30 : soirée débat**
*"Les déchets : casse-tête du
nucléaire"*

**Pétition pour demander
un référendum local :
l'action à venir et à
relayer massivement !**
*en lien avec les élus opposés
à l'enfouissement*

*et comme toujours, pour se
tenir informé de tout ce qui
se passe : le site
www.burestop.org*

Ça c'est passé ici...
et ailleurs

LE CALENDRIER DES COLLECTIFS

- * Jeudi 20 mai - lundi 24 mai:
stand à la foire éco-bio de Rouffach (67)
- * Dimanche 23 mai:
conférence à la foire de Rouffach (17h)
- * Mercredi 26 mai:
intervention colloque Sciences-Po à Paris
- * Jeudi 27 mai:
réunion régionale des collectifs à Bar-le-Duc
- * Samedi 29 mai:
pose d'un poing sur rond-point de Bure
- * Samedi 5 juin: AG du collectif Creuse
- * Samedi 12 juin:
opération "poudre aux yeux" à Bure
- * Lundi 14 juin:
enregistrement émission France Culture
- * Mercredi 16 juin:
participation conférence Fnac à Nancy
- * Dimanche 20 juin - Mercredi 30 juin:
jeûne à Bar-le-Duc
- * Mardi 22 juin: réunion du bureau du Clis
- * Jeudi 24 juin:
réunion régionale des collectifs à Bar-le-Duc
- * 3-4-5 juillet: vigilance rond-point de Bure
- * Week-end 17-18 juillet:
rencontre nationale région de Bure
- * Lundi 19 juillet: réunion du bureau du Clis
- * 25 au 27 août: camp de BZL région de Bure
- * Samedi 28 août: AG de BZL
- * Dimanche 29 août: action rond-point de Bure
- * Mardi 7 septembre:
réunion régionale des collectifs à Chaligny (54)
- * Mercredi 8 septembre:
rencontre journaliste (54)
- * Dimanche 12 septembre:
délégation à manif Benken (Suisse)
- * Week-end 18-19 septembre: foire à Thaon (88)
- * Lundi 20 septembre:
réunion du bureau du Clis
- * Mardi 21 septembre:
rencontre cabinet suisse (Benken)
- * Mardi 5 octobre:
réunion régionale des collectifs à Thonnance (52)
- * Samedi 9 octobre: actions "plutonium" à
Reims (51)-Fougères (35)-Poitiers (86)
- * Mercredi 13 octobre: réunion plénière du Clis

à noter sur vos agendas

- * Samedi 23 au dimanche 31 octobre:
animations au Festival du Vent (Corse)
- * Lundi 25 octobre: réunion du bureau du Clis
- * 29 au 31 octobre: rencontres internationales
pour le désarmement à Saintes (17)
- * Vendredi 5 novembre: action infos transports
en gare de Bar le Duc
- * Lundi 8 novembre: réunion régionale
des collectifs (Vosges)
- * Week-end 20-21 novembre: tractage au
Festival photo de Montier-en-Der (52)
- * Vendredi 26: Entretiens Européens à
Bar-le-Duc (55) et conférence de presse
+ conférence publique en soirée
- * Week-end 4-5 décembre:
rencontres nationales à Bar-le-Duc

Le dernier Rapport de la CNE : soufflé par l'Andra !

Ce nouveau rapport est très intéressant car pour la première fois, il annonce vraiment la couleur, sans les réserves habituelles, l'urgence aussi de prouver au monde qu'on tiendrait le bon bout (l'enfouissement à BURE) pour solutionner l'insoluble gestion des déchets hautement radioactifs à vie longue, et ce, en pleine amorce de poursuite du programme électro-nucléaire.

Le Rapport de la CNE 2004 (Commission nationale d'Évaluation) constitue selon elle un "bilan prévisionnel qui sera complété en 2006...". Il fait un bilan sur les trois voies de recherches préconisées par la Loi Bataille.

VOICI UN PETIT CONDENSÉ DES EXTRAITS LES PLUS ÉLOQUENTS :

1-Transmutation et séparation : mission impossible

"Les recherches françaises sur la séparation ont été innovantes; au meilleur niveau international." Mais "il n'y aura pas en 2006, d'argument décisifs pour prendre une décision de nature scientifique, technique ou industrielle sur la transmutation... un long processus de plusieurs décennies avec incertitude inhérente aux grands projets nucléaires actuels".

2-Le stockage souterrain semble en bonne voie

En ce qui concerne les sites granite, il est clairement annoncé que les massifs granitiques français ne sont pas adéquats. Est-ce la qualité du granite ou de la population qui réside dessus qui n'est pas satisfaisante ? "Le gouvernement a aussi demandé que des recherches sur les granites soient poursuivies en s'appuyant sur travaux à l'étranger..."

A BURE : tout semble joué d'avance, avant l'année d'études qui aura lieu en 2005. Nouveau : on pourrait continuer les pseudo-recherches à Bure et construire dès 2006 les galeries de l'enfouissement !

La CNE considère que malgré les retards pris, les "travaux menés jusqu'à fin 2005 à BURE pourront permettre une évaluation fondée de ce site".

"Le site de Bure est marqué par la présence de caractères favorables et l'absence, en l'état actuel des connaissances, de caractères défavorables rédhibitoires."

"Sauf éléments nouveaux, le Parlement devrait recevoir en 2006, les données suffisantes pour décider ou non de la poursuite de la reconnaissance du site et du secteur en vue de la création éventuelle d'un stockage souterrain."

"Il n'existera pas d'obstacle qui empêcherait le Législateur de prendre une décision

de principe quant au stock des DAVL dans ce secteur. La qualification de la roche est en bonne voie d'être acquise."

"...il n'y aurait donc pas d'obstacles scientifiques à ce que soient menées en parallèle après 2006 : d'une part l'exploitation du labo pour des expérimentations scientifiques, techniques et d'ingénierie minière, et d'autre part, la reconnaissance de l'emprise d'un futur stockage par méthodes géophysiques et au moyen du creusement de nouveaux puits. Avec un calendrier soigneusement précisé."

Pour rappel, le pseudo-labo est toujours en phase de creusement géologique et les études commencent in situ fin 2004. Alors que l'Andra doit fournir aux parlementaires fin 2005 un rapport déterminant pour les débats d'orientation en 2006, sur le devenir des déchets.

3-Stockage sub-surface : les incertitudes sont séculaires

"Bien que les deux voies soient ouvertes sur stockage sub ou surface séculaire, ce type de stockage n'est pas garanti. La CNE propose donc un entreposage à durée limitée."

NOTRE CONCLUSION : la finalité est bien le stockage souterrain, on fait refroidir les déchets les plus chauds avant de les oublier DÉFINITIVEMENT en centre souterrain : les 3 voies de la loi Bataille sont strictement complémentaires : pas de choix de modes de gestion possible, 2006 entérinera juste le processus !

Face à ces choix majeurs, pris sans consultation des populations, l'Association des Elus contre l'enfouissement prépare un projet de PÉTITION pour demander un référendum local au sujet de l'enfouissement des déchets nucléaires.

Les collectifs s'associent largement à cette initiative et solliciteront tous les adhérents et sympathisants pour relayer cette campagne et collecter des milliers de signatures.

INFOS prochainement - A suivre !!!

Forte opposition au rapport de la CNE au CLIS de BURE

L'ACTUALITÉ

CNE : Commission Nationale d'Évaluation
CLIS : Comité Local d'Information et de Suivi

Le 13 octobre dernier a vu s'exprimer en Préfecture les réactions de divers représentants élus ou d'associations quant au dernier rapport de la CNE (Commission nationale d'évaluation) qui sera l'un des éléments de la décision parlementaire (prévue pour 2006) quant à l'avenir des déchets nucléaires.

Les extraits de presse suivants sont éloquentes :

Le débat sur le stockage des déchets à vie longue est avancé.

Il fallait bien que cela arrive. Mercredi, la CNE présentait aux membres de la Commission Locale d'Information et de Suivi ses conclusions sur la faisabilité du site de stockage de Bure. A l'évidence, les résultats des scientifiques ont fortement déplu. Durant deux heures, la CNE et son président, Bernard Tissot, ont dû affronter, devant la presse, des citoyens très remontés. «Selon votre rapport, le stockage devient inéluctable», a tonné le maire meusien, Claude Kaiser. «Vous avez donné le feu vert à l'Andra», a renchéri le conseiller général Jean-Luc Bouzon. Après deux heures d'invectives, certains opposants au projet de stockage ont fini par déchirer le rapport de la CNE avant de quitter la préfecture de Bar-le-Duc. Pour violente qu'elle soit, cette confrontation n'est guère surprenante. Car, voilà treize ans que la CNE, l'Andra, les pouvoirs publics, les élus locaux et les opposants au laboratoire de Bure jouent à un jeu dangereux.

Comme suite à la loi Bataille, votée à la quasi unanimité en décembre 1991, l'Andra mène depuis des années, des études très approfondies sur l'argile de la Meuse. Le but de ces travaux, menés dans le cadre de l'axe 2 de la loi Bataille, étant de déterminer s'il est possible, en toute sécurité, d'enterrer à grande profondeur des déchets très actifs et à vie longue. Certes, l'agence issue du CEA a toujours affirmé que jamais le laboratoire, en cours de construction (c'est sa mission), ne contiendrait le moindre déchet radioactif. Toutefois, il ne faut pas être grand clerc pour se rendre compte, qu'après avoir dépensé des milliards de francs pour explorer sous toutes leurs coutures les argilites du Callovo-Oxfordien, la collectivité ne construira pas -si le Parlement le décide toutefois- de site de stockage définitif à un autre endroit que celui qui est cartographié au centimètre près. En ouvrant le débat sur de telles bases, avant même que les Parlementaires ne s'en saisissent, les pouvoirs publics prennent le risque de voir se révolter une partie de la population. Une situation qui, à la fin des années 1980, avait conduit le gouvernement Rocard à lancer son moratoire sur les recherches de sites de stockage.

ENERPRESSE

N° 8682 - LUNDI 18 OCTOBRE 2004

Bure : clash au CLIS

Des membres du Clis (Comité Local d'Information et de Suivi) qui déchirent le rapport de la Commission Nationale d'Évaluation, sous les yeux de son président. Des élus qui appellent, sur le ton le plus vif, à la consultation populaire et à la révolte. C'était hier après-midi, à la préfecture de Bar-le-Duc.

... «Selon votre rapport, le stockage devient inéluctable», a noté un maire meusien, Claude Kaiser. «Vous confirmez ce que dénoncent les opposants : il ne s'agit pas que d'un laboratoire, les études sur d'autres sites ne sont pas faites, la population n'a pas été consultée. Tout cela était pourtant dans le contrat de départ ! C'est une parodie de démocratie !». «Mais nous avons demandé plusieurs fois qu'on consulte la population. Nous nous sommes fait renvoyer dans les cordes», lui a répondu Bernard Tissot...

... Sur le thème de la consultation, le conseiller général communiste haut-marnais Jean-Luc Bouzon a crié sa colère : «Vous donnez le feu vert à l'Andra avec votre rapport. Arrêtez de nous prendre pour des demeurés! Vous ne nous ferez pas crever!». S'adressant à l'assemblée : «Vous ne pourriez plus dire: Je ne sais pas. C'est chez vous qu'ils veulent enfouir cette merde ! L'heure est à la révolte, la population haut-marnaise et meusienne va mettre les pieds dans le plat !»...

Le ton est monté comme jamais auparavant. On a entendu pour la première fois les sceptiques les plus discrets s'exprimer et manifester ensemble un sentiment de "contrat non rempli" et de mépris de la population. A suivre, mais pour beaucoup, le vrai «bras de fer a commencé».

Pierre Vaillant - Journal de la Haute-Marne - 14 octobre 2004

Déchets nucléaires : la voie du stockage

La commission nationale préconise "un stockage aussitôt que possible" dans l'argile de Bure. Un rapport contesté.

Il y avait de l'électricité dans l'air, hier à la réunion du Clis, lors de la présentation du dixième rapport annuel de la commission nationale d'évaluation, chargée de faire toute la lumière sur les trois voies de recherche destinées à orienter l'avenir des

déchets nucléaires les plus nocifs...

...L'argumentaire a été immédiatement contesté par une partie des membres du Clis, qui s'indignent d'une telle conclusion hâtive, alors même que les études dans les galeries, à 500 mètres sous terre, n'ont pas encore commencé. «Depuis le début, nous disons que le labo n'est qu'un leurre pour cacher un futur centre de stockage. Et on s'aperçoit qu'on avait raison», dénonce Jean-Marc Fleury, vice-président du Clis. Par dépit, il déchire le rapport. Son voisin, le préfet de la Meuse, Richard Samuel, qui préside cette instance, ne bronche pas. Les autres opposants transforment eux aussi leur rapport en confettis, avant de quitter la réunion.

Gérard BONNEAU - Est Républicain

14/10/04

Bure : la CNE déclenche les foudres

Mercredi 13 octobre, c'était scène ouverte à la séance du CLIS. Venue présenter son rapport annuel, la Commission Nationale d'Évaluation s'est déclarée favorable à la poursuite du projet. Un feu vert qui a déclenché la révolte d'élus et d'une majorité des membres du CLIS. Rapport déchiré, interpellations houleuses, plus personne ne pouvait jouer les autruches. La région de Bure est bien appelée à devenir un lieu de stockage. "Ca bouge enfin !". De quoi réjouir les opposants qui dénoncent depuis longtemps cette tromperie organisée.

"... L'Andra a d'ores et déjà acquis sur le site (de Bure), un ensemble d'informations pertinentes qui permettent de considérer que le secteur de Bure possède les caractéristiques favorables... La roche ne semble pas comporter de fractures conductrices qui pourraient laisser s'écouler les fluides et sa capacité de confinement semble élevée. Dans un scénario de comportement normal d'un éventuel stockage, les temps de transfert des radionucléides les plus mobiles se chiffrent en plusieurs centaines de milliers d'années pour parcourir quelques dizaines de mètres..." (p 29 du rapport). «Si tout est parfait, le laboratoire n'a plus de raison d'être, faisons des économies» a suggéré André Mourot membre du CLIS, déclenchant des applaudissements dans la salle.

Brigitte Boulay - La Croix Hebdo de Haute-Marne - 14/10/04

Chantier de Bure : le feu aux trousses

Ils disaient que le coeur de la couche géologique convoitée gisait à 490 mètres de profondeur. Ils disaient qu'il faudrait des années et des années de multiples tests et études tellement le sujet est complexe... Aujourd'hui, balayé tout cela !

Un seul impératif pour Andra et consorts: foncer pour rendre un rapport final dans une toute petite année afin que les parlementaires enclenchent l'enfouissement dès 2006. Enfouissement ? Eh oui, le chef a parlé: "Au vu des résultats obtenus, le débat parlementaire de 2006 devrait permettre de conclure quant à la faisabilité de stockages (...) en couches géologiques profondes." (Nicolas Sarkozy / Journal Officiel du 12 août 2004).

"Au vu des résultats obtenus", annonce le lièvre du gouvernement ! Quels résultats ? Quelques forages de-ci, de-là autour de Bure (et qui se gardent bien de descendre jusqu'où il le faudrait) ne sauraient remplacer de longues études sur le site même; l'Andra l'a assez répété pour justifier son pseudo-labo.

Alors, pour obtenir des résultats, c'est la fébrilité chez Andra-Bure. Venant d'arriver à

450 m de profondeur, elle arrête tout et creuse une "niche" (bout de galerie horizontale) pour y procéder à des tests. Là, les collectifs s'étonnent: l'emplacement des galeries programmées de stockage n'est-il pas à 490 m ? Réponse, avec superbe: si, mais à 450 m, ça y est, on est dans la couche voulue. Nouvelle remarque, pour pointer une contradiction: contrairement à ce que Andra a toujours clamé (130 m d'épaisseur pour la couche), le haut de la couche (à 450 m) est de composition différente du coeur (40% d'argillite au lieu de 60%)* et que donc les tests faits là ne pourront dire comment se comporterait la couche "déchets". Réponse: c'est-à-dire que dans la niche vont être réalisés de petits forages verticaux, jusqu'à 490 m, pour vérifier là si ça correspond à ce qui sera trouvé dans la niche. En français, on appelle cela "une usine à gaz"... mais on n'a pas encore tout vu. Grâce au travail acharné et méritoire des deux chercheurs A.Godinot

et A.Mourot (géologues), on fait aujourd'hui une découverte de taille: la couche où se situe la niche est bien loin d'être imperméable comme l'affirme l'Andra depuis belle lurette, c'est au contraire un aquifère de première importance pour la région. La commune de Lezéville, à quelques petits kilomètres du chantier de Bure, y puise en effet 100m³ d'eau/jour**. Réponse de l'Andra ? Pas de réponse...

Question: jusqu'à quand les décideurs vont-ils laisser sévir cet organisme si peu crédible qui, de plus, dilapide un argent public devenu si rare ?

* on est là dans des "Terrains à Chailles et Marnes des Eparges", que l'Andra a toujours faussement rangé dans les argillites (et, entre parenthèses, argillites ne veut pas dire argiles) de manière à lui permettre de dire les argillites sont plus épaisses qu'elles ne le sont en réalité.

** ainsi donc, les argiles de l'Andra (argillites) seraient gorgées d'eau ! Pour une couche qui doit être imperméable, voilà qui met tout le projet de stockage à la poubelle.

Des sous qui posent questions

Contrairement à toutes les entreprises qui, pour s'installer, sollicitent un maximum de détaxes et autres dégrèvements, l'Andra - elle - est arrivée dans la région de Bure le carnet de chèques bien en vue. Première "curiosité".

Poursuivons. La loi de 1991 prévoit, en son article 12, qu'un GIP (Groupement d'Intérêt Public) peut être constitué autour de chaque laboratoire (puisqu'il devait y avoir des laboratoires sur le territoire national). Or, contrairement à ce prévoit la loi, il y a à Bure 2 GIP; un sur la partie meusienne et un sur la partie haut marnaise. Seconde "curiosité".

Encore ? Alors que les GIP 55 et GIP 52 signent des chèques à tout va (nous traiterons dans la prochaine Lettre, et de l'opacité, et des destinataires), les deux Conseils généraux, gestionnaires des cordons de la bourse, tentent de se justifier aux yeux de l'opinion publique par le fait que, grâce à cet argent, les routes sont refaites, pour le bien des populations (réunion du bureau du Clis en novembre 2002, et vice-président du Conseil général de Meuse en plénière du Clis le 11 mai dernier). Bien ! Mais prenons une carte régionale et cherchons où se situent ces routes rénovées. Curieux: autour

de Bure ! Et, à l'échelle de la campagne environnantes, ce sont de véritables autoroutes: vers Montiers/Saulx au nord, et jusqu'à Joinville à l'ouest. Alors, ce cadeau, pour qui ? Jusque là jamais dévoilée, la réponse se trouve dans la loi de 1991: l'argent des GIP doit servir entre autres à mettre en place des équipements chargés de "favoriser et de faciliter l'installation et l'exploitation" des laboratoires. Voilà à quoi se réduit la grande générosité des 2 Conseils généraux. Encore une "curiosité".

GIP, Andra... le Parrain

On l'a vu, Meuse et Haute-Marne sont sous perfusions GIPesques: 9 millions d'euros par an pour chaque département (sous une forme d'ailleurs particulièrement tordue).

A croire que ça n'est pas suffisant puisqu'une autre couche financière s'insinue dans la région depuis des années. Le Parrain ? L'Andra qui, elle, frappe de manière chirurgicale. Ses cibles ne sont pas anodines: la France locale, à travers les associations. Qui sont les destinataires ? On appréciera beaucoup la mention "une complète transparence" accompagnant le tableau paru dans le bulletin Andra "La vie du labo" de ce printemps. En effet, jusqu'à présent, il avait fallu multiplier les courriers et saisir les instances de contrôle pour savoir qui touchait et combien.

Ainsi donc, en 2003, nous apprenons que 22 500 euros ont été versés entre "demandeurs" pour l'étude de la statuaire religieuse, pour une expo photo sur les volcans, pour une traversée de l'Atlantique. Mais à cela s'ajoutent 26 201 euros pour des triathlons, des donneurs de sang, agriculteurs, Lion's club, pompiers, milieux scolaires, chômeurs, clubs sportifs... répartis entre Saint-Dizier, Bar-le-Duc, Gondrecourt, Chaumont, Droyes, Demange, Le Bouchon, Froncles, Poissons, Joinville, Doulevant, Chevillon, Ligny, Rouvroy. A côté des 18 heureux lauréats, 12 ont été recalés par l'Andra.

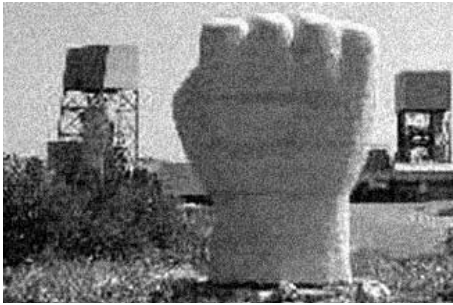
Si ces distributions gênent parfois aux entournures les récipiendaires, il faut ici souligner le fait que bien des associations, tout aussi "nécessiteuses" que leurs voisines, ont eu jusqu'ici le courage de refuser cet argent odorant. Chapeau bas à elles.

A P P E L - A C T I O N

A l'occasion du désormais traditionnel et très couru "Festival international de la photo animalière et de nature" de Montier-en-Der (Haute-Marne) entre Bure et Soullaines le CEDRA 52 invite à participer à une opération de sensibilisation du public (tractage).

les 20 et 21 novembre (après-midi)

Contact : 03 25 04 91 41



AFFAIRE ROND-POING

Le 29 mai 2004, les collectifs Bure Stop installent une sculpture, représentant un poing, sur le rond-point face au chantier de l'Andra à Bure. A cette occasion, ils invitent le Conseil général de la Meuse à réagir et à ouvrir les yeux sur ce qui se prépare à Bure.

Le 22 juin, la réponse du conseil général est claire : les collectifs doivent retirer le poing dans les plus brefs délais, sinon cela sera fait par les services départementaux et facturé aux collectifs. Ceux-ci proposent alors une rencontre avec une délégation du Conseil général avant tout acte définitif, destruction qui signifierait une totale adhésion des élus à l'enfouissement. Le poing est alors toujours en place, par une sorte de statu quo tacite.

Courant juillet, le président du Conseil général, par téléphone, accepte le principe d'une rencontre tout en restant vague sur les modalités.

Relancé par courrier début août, il ne donne pas de réponse. Le 15 août, le poing est détruit par une personne non identifiée.

Aujourd'hui, les collectifs interpellent à nouveau les conseillers généraux meusiens : poing ou pas, il semble indispensable que les élus entendent au moins une fois tous les arguments accumulés pendant dix ans par les opposants à l'enfouissement des déchets radioactifs.

GORLEBEN : vivre une expérience forte

Comme tous les ans -en novembre- depuis quelques temps, un convoi de déchets nucléaires (hautement radioactifs et à vie

très longue) va quitter La Hague par voie ferrée pour se rendre tout au nord de l'Allemagne, sur le site d'enfouissement pressenti: Gorleben.

La population de toute la région se mobilise alors, depuis les lycéens jusqu'au troisième âge (et les actions sont aussi diversifiées que multiples), au point que l'Etat se sent obligé de déployer d'in vraisemblables forces "de l'ordre" (18 000 policiers l'an dernier !).

26 novembre: un nouveau colloque européen de promotion

L'an dernier en novembre, l'association "Confrontations Europe" organisait à Nogent en Haute-Marne un premier colloque dénommé "Entretiens européens". En partenariat avec les deux Conseils généraux de Hte-Marne et de Meuse, cet espace de "démocratie participative" (comme présenté pudiquement) s'est avéré en réalité une pitoyable mascarade. Invités des quatre coins de l'Europe et de plus loin encore, les vingt intervenants avaient pour mission de chanter la gloire de l'enfouissement; jusqu'à la seule association soi-disant d'opposition, "Robin des Bois".

Coût de la plaisanterie: près de 150 000 euros (!) sponsorisés par EDF, AREVA, CEA... Andra n'ayant pas voulu se mouiller dans ce coup-là. Quant à l'aspect "démocratie", le jour choisi était travaillé par la plupart (vendredi) et il fallait déboursier près de 50 euros pour pouvoir entendre la bonne parole. Bref: "colloque international ou gargarisme européen ?" comme le titra un média de la région.

Et récidive cette année, le vendredi 26 novembre à Bar-le-Duc. Phase 2, cette fois-ci pour faire avaler la pilule "enfouissement" aux décideurs locaux par le nouveau miroir aux alouettes: le développement local grâce au labo.

APPEL - ACTION

VENDREDI 26 NOVEMBRE-BAR LE DUC
Pour se faire entendre :

2 actions information-tractage
à 9h et à partir de 16h30,
devant le Lycée Agricole pour accompagner
l'entrée et la sortie des "colloqueurs".

Pour s'informer & débattre :
à 20h30 - Soirée débat-public
"Les déchets : casse-tête du nucléaire"
Salle Couchot (derrière l'Eglise Notre-Dame).

Une soirée à ne pas manquer,
invitez vos proches et amis.
Contact : 03 29 45 45 55-03 25 04 91 41

R É A G I R

Le nouveau réacteur EPR : injustifiable !

Pour la première fois, le réacteur EPR, qui a déjà été vendu à la Finlande en 2003, prend racine en France. En désignant le site du prototype français de nouvelle centrale à Flamanville, dans la Manche, EDF a donné le véritable coup d'envoi de ce programme controversé, même chez certains partisans du nucléaire. Pour certains, comme Corinne LEPAGE, "le choix est passéiste et obsolète. D'un point de vue économique et industriel, c'est une décision stupide. Ce choix exclut d'emblée tout investissement sérieux dans la recherche sur la quatrième génération de réacteurs et dans les énergies renouvelables".

Trois milliards d'euros, au bas mot. L'EPR est un investissement lourd, pour une entreprise qui a accumulé 24,5 milliards d'euros de dettes. En outre, 29 milliards d'euros sont à prévoir pour le démantèlement des centrales existantes, les engagements hors bilan des filiales pourraient atteindre 17 milliards, et 7,7 milliards seront à verser à la CNAV au titre des retraites. Les comptes d'EDF sont pour le moins inquiétants.

Source : LE POINT - 29/10/04

Le problème dont on se garde bien de parler ? Les déchets nucléaires

Les déchets actuels, 1200 tonnes par an rien que pour la France, posent déjà un casse-tête INSOLUBLE : on ne peut pas diminuer leur radioactivité, on doit seulement attendre que celle-ci décroisse, sur des laps de temps considérables.

Les déchets de ce réacteur EPR seront plus inquiétants encore puisque le combustible utilisé ne sera plus de l'uranium mais un fort pourcentage de MOX; un mélange d'uranium et de plutonium extrêmement toxique, délicat à manipuler et dont les déchets générés sont sans commune mesure avec ceux actuels, aussi bien en durée de vie, qu'en toxicité, qu'en dégagement de chaleur.

L'in vraisemblable dans cette histoire ? Lancer la réalisation d'un nouveau réacteur et remettre le cap sur le "tout nucléaire" alors que le problème des déchets n'a pas encore été ni évoqué (en 2006) ni solutionné !

UNE CAMPAGNE À RELAYER...

Le réseau "Sortir du nucléaire" lance une campagne de blocage administratif d'EDF, pour faire entendre le mécontentement de nombreux citoyens qui, une fois encore, sont mis devant le fait accompli !

L'Andra ment-elle?

Madame ANDRA...

- Oui, c'est moi.

Mentez-vous à la population et aux élus ?

- Bien sûr que non !

Avez-vous sciemment diffusé une cassette qui présente les "expérimentations qui sont menées dans les galeries creusées à 500 m sous terre" alors que ces galeries n'existent toujours pas?

- Euh...

- Des centaines de personnes, y compris des jeunes scolaires, ont-elles pu visionner ces cassettes que vous avez distribuées à tour de bras?

- Euh...

Ces personnes ont-elles été trompées sur l'avancement de votre travail?

- Euh...

Ce fait a-t-il été constaté par un avocat?

- Oui, mais euh...

Votre ministère de tutelle vous a-t-il demandé de retirer ces cassettes de la distribution ("...l'ANDRA a indiqué à mes services que les cassettes encore disponibles seraient détruites et que, si l'Agence diffusait de nouvelles cassettes, le futur y serait employé." - Didier ROUSSIN, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie) ?

- Oui mais euh...

Pour vous donner une occasion de vous expliquer, le CLIS (Comité Local d'Information et de Suivi) a-t-il visionné cette cassette en réunion de bureau?

- Oui.

Etiez-vous présente à cette réunion?

- Non, mais euh...

Aviez-vous honte ou est-ce que vous vous moquez du monde?

- Euh,... joker?

Madame Andra, peut-on alors vous croire quand vous prétendez qu'il n'y a ni eau, ni géothermie, ni failles, ni sismicité sur le site de Bure?

- Euh...

Madame Andra, mentez vous?

- ...

(ndlr : à vous de vous faire une idée)

A noter que l'ANDRA a porté plainte et demandé une indemnisation aux collectifs résistants qui ont soulevé ce problème dans l'enceinte même du bâtiment d'accueil de Bure (opération "poudre aux yeux" du samedi 12 juin).

Cette indemnisation de 216 euros doit servir à payer un nouveau costume à son conseiller en communication qui, à l'occasion, a reçu un peu de farine sur sa chemise.



Bure Zone Libre

Une maison de Résistance pour une mobilisation forte...

en 2006, nous devons être forts et unis pour peser sur la décision des parlementaires et barrer massivement la route à l'enfouissement. Or si notre détermination ne faiblit pas, nous savons que renforcer la dynamique autour de Bure et motiver de grands rassemblements dans la durée reste une gageure.

La maison de la résistance sera un puissant vecteur de mobilisation et permettra d'exercer une pression citoyenne sans relâche sur le terrain. Sa structure d'accueil collectif offrira un point de ralliement où les opposants de partout pourront se relayer et prendre une part active à la lutte. Associations et militants seront invités à s'y rencontrer tout au long de l'année, pour y mettre au point de nouvelles stratégies, proposer une contre information vivante à la portée de tous et tenir la presse en haleine avec des actions innovantes et répétées. Nous voulons être prêts dès l'été 2005 à tous vous accueillir à Bure, afin que ce lieu de vie devienne un énorme cœur qui bat de toutes les volentés tournées contre l'enfouissement et vers le futur.

C'est parce que la production et l'enfouissement des déchets répondent à une logique européenne qu'il est nécessaire de fonder un lieu qui stimulera les échanges et renforcera les liens internationaux, en plaçant Bure au centre. Aujourd'hui, la lutte anti-enfouissement s'organise en réseau : Bure, Gorleben(D), Benken(CH), Okiluoto(Fin)... font face à la même menace. Si les Allemands, présents à nos côtés dès le début de la lutte anti-labo, s'investissent fortement dans ce projet, c'est que le nucléaire ne connaît pas de frontières. L'absurde va et vient des transports de déchets radioactifs s'organise avec la complicité criminelle de plusieurs pays, l'électricité "sale" d'EDF est exportée dans toute l'Europe. Siemens et Framatome (AREVA) par exemple, ont des intérêts communs dans la relance d'un programme nucléaire français voire européen qui serait financé avec la manne d'EURATOM. Enfin, si la catastrophe annoncée devait se confirmer, notre euro poubelle de Bure diffuserait généreusement ses radionucléides vers les pays voisins qui ne resteront certainement pas indifférents.

Rencontre des sympathisants BZL cet été : camp d'opposition, Assemblée Générale de l'association et action sur le rond point de l'ANDRA

Bure Zone Libre a organisé du 25 au 29 août à Bonnet un camp international sur le thème de l'implantation d'une maison alternative. Ce camp d'action et de réflexion a donné lieu à des présences quotidiennes et animées devant le chantier.

À la suite de ce camp, une trentaine de participants se sont regroupés pour participer à l'Assemblée Générale de l'association, les orientations fondamentales pour la poursuite du projet ont été décidées en commun. Le bureau constitué de trois nationalités différentes (Française, Suisse et Allemande) est passé de 3 à 9 membres favorisant un partage des tâches et des responsabilités plus équitable. Bure Zone Libre poursuit donc sa quête, enrichie d'un sang neuf et comptant sur de nombreuses motivations.

Le dimanche 29 août a donné lieu à une action franco-allemande sur le rond point de l'ANDRA qui a fourni un épilogue à l'affaire des symboles de l'opposition mystérieusement détruits. Environ cinquante personnes ont manifesté en musique avec le soutien d'élus locaux et de la conseillère régionale des Verts Solange Ducamin. Des opposants vêtus de combinaisons blanches portant le logo de l'agence "ANDRAX" ont en présence de la presse, enfoui à demi des fûts radioactifs dans la rotonde tandis qu'une banderole affichait : "Déchets dessous, fleurs dessus : avec L'ANDRA, un enterrement de première classe" (voir photo). Trois croix portant le symbole nucléaire ornaient le lieu au milieu des fûts, évoquant un sordide cimetière. BZL voulait, par cette action, clore à sa manière la bataille de la communication engagée il y a deux ans sur la rotonde. Ce lieu de passage ne pourra plus être un espace de contestation pour les opposants, qu'il reste donc une vitrine dédiée à la politique environnementale de l'ANDRA et du Conseil Général de Meuse. BZL a juste ajouté quelques éléments de décoration donnant tout leur sens aux fleurs si délicatement plantées par le CG.

Aidez-nous à bâtir la résistance de demain, devenez l'un des parrains du projet ! Nous avons plus que jamais besoin de vos dons pour acheter cette maison Militante près de Bure.

*** Pour nous soutenir, vous pouvez également adhérer à Bure Zone Libre (10 euros)**

*** Un dossier d'information (11 pages) est disponible contre 2 euros en timbres.**

Merci d'envoyer votre participation à : Bure Zone Libre - Rue de la gare - 54230 MARON



Forte activité dans le Gard

Une habitante du Gard, concernée par un site d'entreposage en sub-surface, le plutonium et le projet ITER témoigne...

"L'activité autour de Bure est intense et je tire mon chapeau aux opposants pour leur ténacité et leur résistance mais n'oublions pas, 2006 se rapprochant, qu'en dehors du Gard la quasi totalité du territoire français peut hériter d'un site d'entreposage en surface ou sub-surface. Comme le dit la CNE dans son dernier rapport : "les études souffrent de ne pas avoir porté sur des sites réels, ce qui a empêché que se dégage une problématique complète". Mais elle "estime toutefois qu'il n'existe à priori aucun obstacle de principe quant à la faisabilité scientifique et technique d'un entrepôt souterrain mais que le choix du site sera important".

À défaut d'actualité importante sur Marcoule, nous sommes allés rendre visite à nos voisins de l'autre côté du Rhône. En effet, était attendue "avec impatience" la livraison d'une poudre d'une qualité exceptionnelle, soit un stock de 140 kg de plutonium militaire américain. Partie de Charleston pour arriver à Cherbourg début octobre, elle a traversé toute la France pour atteindre Cadarache. De nombreuses villes ont déjà manifesté leur enthousiasme à cette occasion en organisant des rassemblements de bienvenue : de 50 à 200 personnes pour Cadarache où de nombreux journalistes avaient fait le déplacement. Des pastilles et des crayons de combustible seront fabriqués dans un atelier théoriquement fermé pour cause de risque sismique ! Ces matériaux seront transportés ensuite à Marcoule où 4 assemblages de combustible MOX seront réalisés afin que les Américains puissent faire des essais dans leurs réacteurs. Nous avons la démonstration une fois de plus du lien entre le nucléaire civil et militaire dont nous ne connaissons pas les quantités de déchets mais bientôt nous n'aurons même plus à nous poser la question. Il y a déjà là de quoi remplir quelques sites de stockage, de 0 à 600 mètres de profondeur pour satisfaire tous les amateurs.

En option, nous avons aussi ici le projet de réacteur de fusion nucléaire, le fameux ITER. Les partenaires n'ayant toujours pas réussi à se mettre d'accord sur le choix du site (France ou Japon), l'Europe se dit prête à le réaliser sans les Américains et les Japonais. La France est prête à doubler sa mise, soit 20 % du coût au lieu des 10 % prévus".

*Bernadette BOIVIN
pour le collectif Rhodanien*

Eole ou Pluton ?

Energies du futur, allons-y !

C'est le titre d'une étude commanditée par Greenpeace et réalisée par un cabinet indépendant : DETENTE (Débat sur l'Energie et les Tensions Environnementales).

Le postulat de départ est simple : si, au lieu de dépenser une somme considérable (environ 3 milliards d'euros) pour construire l'EPR (le "nouveau" réacteur), EDF investissait dans un programme éolien équivalent :

- Quelle serait alors la quantité d'électricité produite ?
- Combien d'emplois pourrait-on espérer pour l'économie française ?

Afin d'éviter tout soupçon de "parti pris", DETENTE a fait le choix de privilégier les sources officielles ou gouvernementales, comme le Commissariat Général au Plan ou EDF, et, dans le cas où des données chiffrées peuvent prêter à interprétations, le choix est conservateur en faveur du nucléaire.

Les résultats sont spectaculaires !

Un programme éolien du même coût total que la tête de série EPR produit 2,3 fois plus d'électricité : 24TWh* par an pour l'éolien, contre 10 TWh pour le réacteur nucléaire.

En terme d'emplois créés, l'écart est encore plus grand, avec 5 fois plus pour l'éolien, mieux répartis sur le territoire et pérennisés. Les emplois créés pour la construction de l'EPR sont limités dans le temps et très concentrés géographiquement. (Etude réalisée sur une durée de 60 ans, soit la durée de vie maximale d'un réacteur EPR).

En conclusion. Cette étude conforte bien l'idée défendue par de nombreuses associations : la construction de l'EPR est un mauvais choix pour l'avenir énergétique et économique de la France, où qu'il soit implanté !

Le rapport complet sur cette étude peut être consulté sur le site : www.greenpeace.fr (chercher dans : actualités / nucléaire)

* TWh : Téra watt/heure, soit 1 million de mégawatts/heure ou mille milliards de watts/heure

Chantal FIOLE pour le collectif de l'Orne

NDLR: pour sortir du nucléaire il ne s'agit bien évidemment pas de se ruer sur le seul éolien mais déjà de mettre, au départ, le petit ingrédient indispensable et pour l'instant inexistant en France: la volonté politique. Ensuite, tout découle: recherche de l'efficacité maximum (moins d'énergie pour autant de confort), développement de TOUTES les énergies propres et renouvelables (biomasse, éolien, solaire, hydraulique, géothermie, méthanisation...). Le champ est immense.



Enquête dans les tréfonds de Bure

Au tout début de l'été les éditions "L'esprit frappeur" ont fait paraître un ouvrage de près de 200 pages : La descente aux enfers nucléaires. Mille milliards de becquerels dans la terre de Bure.

L'éditeur, en quatrième de couverture, présente ainsi le travail des deux auteurs, Ben Cramer (journaliste) et Camille Saïssset (journaliste scientifique) : "(...) rien n'est laissé dans l'ombre, que ce soit la provenance des déchets nucléaires, les quantités qui seront enfouies, le type de déchets qui aura la priorité, les méthodes prévues pour l'acheminement, l'organisation du stockage et une partie du calendrier (...).

A la lecture de cet ouvrage, on pourra peut-être regretter que ce livre laisse planer un goût de fatalisme : l'enfouissement est programmé, c'est écrit !

Mais ne boudons pas ce livre, le premier "grand public" qui soit écrit sur Bure et qui démonte de manière implacable le système mis en place par la pieuvre nucléaire. Et son petit prix de 6 euros est à la portée de tous.

**Un site qui intéresse beaucoup de monde:
www.burestop.org**

Nous pensions à une époque que notre site Internet était très peu visité. En fait, le compteur était techniquement mal installé. Et les statistiques fournies par notre hébergeur nous prouvent que, dans le monde entier, des gens s'intéressent à la problématique de l'enfouissement et à Bure en particulier.

Pour preuve, les chiffres du mois de septembre 2004 nous indiquent une moyenne de 700 fichiers visités par jour, pour un total de 16000 au 25 du mois. Et les visiteurs nous arrivent du monde entier.

Si 70 % d'entre eux sont français, on compte bon nombre d'Allemands et d'Américains, mais aussi des citoyens de toute l'Europe et même des Péruviens, Sénégalais, Chinois ou encore Australiens.

Il vous est également ouvert, et toute l'année, 24H/24.

OUI, VOUS POUVEZ FAIRE QUELQUECHOSE !

Les échéances sont là ! S'ils cherchent à se débarrasser des déchets nucléaires depuis les années 1980, l'échéance cruciale est pour 2006 (loi Bataille), et elle ne repassera pas deux fois. Ce qui veut dire qu'à compter d'aujourd'hui et tout au long des semaines et mois à venir, il va falloir donner un fameux coup de collier pour multiplier les actions et porter la problématique aux yeux de tous, opinion publique comme élus.

Si la Coordination nationale s'appuie et peut compter, en de nombreux départements, sur une multitude de bonnes volontés, les moyens ne sont pas encore à hauteur des nécessités. Les collectifs n'étant riches que de leurs adhérents (mais quelle richesse !), une opération "originale" a été mise en place sous forme d'appel à un maximum de versements mensuels réguliers, pour des sommes individuelles modiques : c'est l'opération "300 fois 8 euros" dont le but était de salarier un "permanent". Indéniablement, cette embauche a eu des effets en termes d'animation entre les collectifs, de circulation de l'information, d'étude et de suivi de dossiers, de réponse aux nombreuses sollicitations (informations, documents, colloques, etc.), de contacts avec les groupes étrangers...

Pourtant, malgré ces effets fort positifs et l'implication de près de 200 "donateurs" (qu'ils en soient ici chaleureusement remerciés), le budget (salaires, charges, frais de fonctionnement, financement des actions, etc) est bouclé grâce à l'aide du Réseau "Sortir du nucléaire", aide précieuse, qui, bien qu'indispensable est ponctuelle et dégressive.

Voilà pourquoi, en réponse à la question mainte fois posée: "Que peut-on faire ?" La Coordination vous sollicite et vous propose de participer, vous aussi, à l'opération "300 fois 8 euros".

Le formulaire adéquat est disponible sur le site www.burestop.org (en haut à gauche de la page d'accueil) ou peut être obtenu sur simple demande au 03 25 04 91 41 (ou encore par Internet à permanent@burestop.org). A noter la déductibilité des impôts pour 60% des sommes versées. Soulignons également que les actuels donateurs ont la possibilité éventuelle d'augmenter leur participation mensuelle (modalités au 03 25 04 91 41).

Un grand merci à chacun/e d'entre vous, pour une efficacité accrue !

APPEL A NOS LECTEURS

Dans un souci d'économie, nous souhaitons désormais diffuser cette LETTRE par Internet chaque fois que c'est possible. Souci d'économie certes, mais également d'écologie (diminution de papier et de transports) et d'efficacité (par la rediffusion multiple que permet Internet).

Si donc vous désirez recevoir dorénavant la LETTRE par Internet et non plus par courrier postal, faites-le nous savoir par un mel adressé à permanent@burestop.org

En vous en remerciant.

Des infos au jour le jour

Pour recevoir les infos principales (actualité, actions, etc) et régulièrement, devenez destinataire de la liste Infos-Bure en envoyant vos coordonnées informatiques à permanent@burestop.org

Faire circuler cette Lettre est vivement... recommandé !

VOS CONTACTS :

CDR (55) : 1, sentier de Guédonval - 55000 Bar-le-Duc-Tél. 03 29 45 45 55

CEDRA (52) : BP 17 - 52101 Saint-Dizier cedex - Tél. Fax. 03 25 04 91 41

CENDR (88) : 24, gde rue - 88 630 Moncel/Vair - Tél. Fax. 03 29 06 91 38

CACENDR (54) : 5, rue du 15 septembre 1944 - 54320 Maxeville

Tél. 03 83 35 42 72

Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement :

1, sentier de Guédonval - 55000 Bar-le-Duc

Tél. Fax. 03 25 04 91 41 - Tél. 03 29 45 45 55

■ Comité de rédaction :

Bernadette Boivin, BZL, Chantal Fiol, Corinne François,

Michel Maciazek, Michel Marie,

Gaby Schneider, Nadine Schneider

La LETTRE DE BURE est éditée à 2000 exemplaires

Imprimé par nos soins

Bulletin d'adhésion année 2004

adhésion 2004

Nom-Prénom :

Adresse :

.....

.....

Téléphone / mail (facultatif)

Particuliers : 10 €- Groupes, associations : 45 €

Remarques/suggestions :

Bulletin à compléter et à renvoyer au collectif de votre choix (adresses ci-dessus)